

■ Les crimes contre l'humanité perpétrés contre les Ouïghours hantent la nouvelle session du Conseil des droits de l'homme.

■ Human Rights Watch dénonce la surveillance extrême qui se met en place partout dans la région voisine du Tibet.

“Pékin prélève l'ADN des Tibétains arbitrairement”

À l'Onu

Entretien Sabine Verhest

“Nous allons voir si les gouvernements ont des tripes!”

Pour Sophie Richardson, directrice Chine à Human Rights Watch, “c'est maintenant ou jamais”. “Nous allons découvrir si les gouvernements ont des tripes!” Alors que s'est ouverte lundi à Genève la session du Conseil des droits de l'homme de l'Onu, elle appelle les États à se saisir du rapport du Haut commissariat accusant Pékin de commettre, contre les Ouïghours et autres minorités musulmanes au Xinjiang, des actes pouvant constituer “des crimes contre l'humanité”. “Les gouvernements ne peuvent plus dire qu'ils ne savaient pas. Ils ne peuvent plus se contenter d'ignorer ces fichues ONG qui publient des rapports contenant ces mêmes allégations. Elles ont maintenant l'imprimatur de la légitimité. Ils doivent penser, avant tout, à mettre fin au cauchemar vécu par les Ouïghours et les autres victimes du gouvernement chinois. La réponse adéquate, c'est de lancer une enquête indépendante, d'établir les faits et de faire des recommandations sur ce qui devra être entrepris, y compris des poursuites contre les responsables.”

Mais construire une majorité au Conseil des droits de l'homme pour se saisir des crimes internationaux commis par Pékin n'est pas une mince affaire. La Chine s'est entourée mardi d'une vingtaine de pays pour dénoncer le rapport de l'Onu, publié “sans autorisation”. L'ambassadeur de Chine avait déjà averti qu'il s'opposerait à “tout mouvement ou toute action conjointe” contre son pays. Or, comme l'a déclaré un diplomate européen à l'AFP, “la façon dont le Conseil construit sa réponse va influencer sur sa capacité à traiter des situations les plus graves dans les années qui viennent”.

La répression au Xinjiang se révèle d'une telle férocité, documentée dans un récent rapport de l'Onu qualifiant les actes perpétrés par le régime communiste chinois contre les Ouïghours de possibles crimes contre l'humanité, que les violations des droits de l'homme commises au Tibet ont tendance à passer à l'arrière-plan. Liberté d'expression inexistante, procès inévitables, liberté religieuse bafouée, atteintes à l'enseignement de la langue, etc.: les Tibétains restent pourtant soumis à une “répression envahissante”, rappelle Sophie Richardson, directrice Chine à Human Rights Watch, qui vient de braquer ses projecteurs sur la surveillance extrême mise en place par Pékin jusqu'au fin fond du haut plateau. “Les abus que nous documentons au Tibet, au Xinjiang, à Hong Kong et dans d'autres parties du pays découlent tous du même problème de fond, à savoir un gouvernement incroyablement puissant et abusif, qui n'a jamais vraiment eu à payer le prix pour les violations qu'il commettait”, contextualise l'experte.

Dans votre rapport, publié le 5 septembre, vous accusez les autorités chinoises de prélever massivement des échantillons d'ADN au Tibet. Qu'avez-vous découvert en particulier?

Le rapport que nous venons de publier porte sur une nouvelle campagne de maintien de l'ordre dans les régions tibétaines, connue sous le nom “Les Trois Grandes” (inspection individuelle, enquête, médiation, NdR). Il s'agit essentiellement d'assurer une

présence et une activité policières jusque dans les villages les plus ruraux. Nous avons trouvé les preuves de collectes d'échantillons d'ADN par les autorités, ce qui a immédiatement attiré notre attention, car nous avions documenté ce phénomène ailleurs dans le pays. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est non seulement les préoccupations de longue date selon lesquelles les gens n'ont pas donné leur consentement, qu'ils n'ont pas le droit de dire non, que leur droit à la vie privée est violé, mais aussi le

fait que les autorités prélèvent des échantillons d'ADN sur des enfants, parfois âgés de cinq ans seulement! Cela a des conséquences pour eux maintenant, mais en aura aussi tout au long de leur vie. Comme nous le savons tous, à l'ère de l'information numérique et des préoccupations relatives à la surveillance et au droit à la vie privée, cela donne aux autorités encore plus de pouvoir et de contrôle sur les gens, sans qu'ils aient vraiment la possibilité de le contester.

De quelle manière les autorités justifient-elles ces prélèvements d'ADN? Et que répondez-vous à ceux qui pensent de manière générale qu'on ne risque rien si l'on n'a rien à se reprocher?

Le droit international prévoit que la collecte de ce type de données doit être nécessaire, légitime et proportionnée. Les États doivent avoir une bonne raison d'effectuer ces prélèvements, cela doit servir à régler un problème quel qu'il soit et ne peut se faire que lorsque les autres moyens de collecte de données ont été épuisés. Les autorités chinoises ont déclaré qu'elles étendaient leurs activités de police et recueillaient ces données

“Il est très difficile aujourd'hui d'interviewer quiconque dans la région sans craindre des représailles.”

Sophie Richardson

La surveillance est telle au Tibet qu'il est très difficile d'entrer en contact avec des Tibétains sans les mettre en danger. La directrice Chine à Human Rights Watch explique que, ces dernières années, l'ONG doit s'appuyer davantage sur les informations qu'elle peut trouver et corroborer par voie numérique. “Et certaines de ces informations proviennent du gouvernement chinois lui-même.”



Des habitants de Lhasa, au Tibet, font la file le 9 août 2022 pour effectuer des tests de dépistage du Covid-19.

pour lutter contre la criminalité. Or, rien ne prouve que les personnes sur lesquelles on prélève l'ADN ont commis des crimes, en particulier les enfants de cinq ans. Ceux qui pensent que ce n'est pas problématique ont peut-être ce point de vue, parce qu'ils sont sûrs que, si ces informations étaient recueillies à des fins illégitimes, ils pourraient alerter les médias, appeler leur député, protester, s'opposer ou résister d'une manière ou d'une autre. Autant de moyens qui ne sont pas à la disposition des habitants en Chine, et certainement pas des Tibétains.

Comment cette campagne "Les Trois Grandes" est-elle concrètement mise en œuvre au Tibet ?

Cela se passe comme si la police disait : "Ne nous appelez pas, nous allons vous appeler. Nous allons venir chez vous, nous allons vous faire savoir que nous sommes là, nous allons suivre à la trace tous les membres de votre foyer, nous allons nous faire une idée de ce que vous pensez et de ce que vous faites." Bien entendu, tout cela est présenté comme une question de promotion de la sécurité publique, de maintien de la paix et de la stabilité. Mais, dans ce contexte, la répression s'étend. Nous observons cela depuis des années à Lhasa ou dans d'autres grandes villes du Tibet. Aujourd'hui, cela percole lentement jusqu'au sein des ménages et jusque dans les régions les plus reculées, ce que nous n'avions jamais vu auparavant. Il s'agit de toucher chaque village, chaque foyer, chaque personne, d'amener le maintien de l'ordre jusqu'au niveau individuel, peu importe que vous soyez jeune ou vieux, que vous ayez commis un crime ou non. C'est une expansion remarquable. Les autorités croient que c'est le moyen de prévenir toute forme de dissidence ou d'agitation. Elles ont une conception de la sécurité et de la sûreté selon laquelle elles doivent tout savoir sur tout le monde à tout moment, dans le but d'essayer de prévenir de potentiels conflits locaux avant qu'ils ne dégénèrent d'une manière ou d'une autre. Mais cela ne se justifie pas.

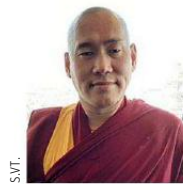
"La Chine doit libérer le Panchen-Lama"

Qu'est devenu le petit Gedhun Choekyi Nyima ? L'enfant – qui aurait eu 33 ans cette année – est-il encore seulement en vie ? Ou mort éliminé depuis longtemps ? Zeekgyab Rinpoché, l'abbé du monastère de Tashilhunpo, l'un des plus importants du bouddhisme tibétain, n'en a "absolument aucune idée", mais aimerait bien le savoir. Après s'être rendu sur le continent américain au printemps, le haut lama est passé par Bruxelles cet été afin de sensibiliser Belges et Européens au sort de celui qu'Amnesty International avait qualifié de "plus jeune prisonnier politique au monde".

Gedhun Choekyi Nyima n'avait que six ans lorsqu'il a disparu. À peine avait-il été reconnu comme l'un des plus hauts dignitaires du bouddhisme tibétain par le Dalaï-Lama qu'il avait été enlevé par les autorités communistes chinoises. C'était le 17 mai 1995 et l'on ne sait, depuis, ce que le XI^e Panchen-lama et sa famille sont devenus. "C'est pourquoi il est indispensable de continuer à plaider pour que la Chine le libère rapidement ou, au moins, publie des informations exactes" sur ce qu'il est devenu, explique Zeekgyab Rinpoché. En l'occurrence, il attend des Belges et des Européens qu'ils "adoptent une résolution pour faire pression sur la Chine et l'exhorter à accepter que leurs ambassadeurs en Chine rencontrent le Panchen-Lama et obtiennent des réponses sur son état de santé et sa situation actuelle".

L'enlèvement de Gedhun Choekyi Nyima a des conséquences politiques et religieuses de taille sur l'avenir du Tibet. Le XIV^e Dalaï-Lama Tenzin Gyatso et le XI^e Panchen-Lama sont les deux plus hauts leaders spirituels du bouddhisme tibétain. Le premier, âgé de 87 ans, est exilé en Inde depuis 1959, tandis que le se-

cond, kidnappé, a été remplacé, par les autorités chinoises, par un garçon du même âge, Gyaltzen Norbu, dont l'éducation a été prise en charge par le Parti communiste. Le régime – qui, bien qu'athée, se déclare compétent en matière de réincarnation des lamas – pourrait dès lors avoir, à terme, la mainmise sur les deux lignées ancestrales du bouddhisme tibétain.



Zeekgyab Rinpoché
Abbé du monastère
de Tashilhunpo

Pas de photos ni de célébrations

Si Zeekgyab Rinpoché est particulièrement sensible à la question, c'est que la lignée des panchen-lamas est historiquement rattachée à Tashilhunpo, le monastère dont il est l'abbé en exil. La majorité des Tibétains considèrent Gyaltzen Norbu comme un imposteur, estime-t-il. "Lorsqu'il visite le monastère de Tashilhunpo ou se trouve dans la région, ils sont obligés de venir l'accueillir ou d'assister à ses enseignements. Chaque famille doit y envoyer un de ses membres, sous peine de subir des conséquences", rapporte Zeekgyab Rinpoché.

Ils ne peuvent en revanche célébrer l'anniversaire de Gedhun Choekyi Nyima ni voir de photos de lui dans son monastère d'origine. Pas plus qu'ils ne peuvent révéler le Dalaï-Lama, parler de lui ni posséder une de ses photos. Zeekgyab Rinpoché en a fait l'expérience lors d'une visite de quelques jours dans le Sichuan en 2012 : "J'ai dû me contrôler et m'autocensurer, cela m'a vraiment frustré." "On doit trouver des trucs pour faire référence à Sa Sainteté, on parle de 'lui' ou on utilise des noms de lieu à la place de son nom", témoigne-t-il, très inquiet pour la liberté religieuse, la perte de la langue tibétaine et la compréhension de la philosophie et de la science bouddhistes.

S.Vt.